



Clermont-Ferrand, le 27 mai 2020

# COMMUNIQUE DE PRESSE

Cela fait désormais 18 mois que les ex-salarié-e-s de l'entreprise LUXFER Gas Cylinders à Gerzat, accompagné-e-s par leurs représentant-e-s et leurs organisations syndicales CFDT et CGT, monopolisent leurs forces pour relancer l'activité de l'usine qui demeurent à ce jour la seule usine d'Europe à produire et approvisionner des bouteilles de gaz à usage médical de haute qualité ainsi que des ARI en aluminium pour les services incendies.

Malgré la crise liée au COVID - 19 qui a mis en lumière la nécessité de relocaliser certaines chaînes de valeurs, comme l'a souligné Bruno Lemaire dans une interview récente au journal "Les Echos", le groupe Luxfer continue en toute impunité sa stratégie de monopole à l'américaine dans le seul et unique but de continuer d'augmenter ses tarifs sur des produits désormais de moins bonne qualité.

Non content de s'abroger des lois européennes en matière de concurrence, le groupe Luxfer continue sa stratégie de spéculation financière à court terme construite autour d'un abus de position dominante sur le marché qui permet au groupe de créer de toute pièce une pénurie dans le matériel.

La mobilisation des salarié-e-s de l'usine de Gerzat a suscité l'attention de nombreux journalistes et groupes politiques. La médiatisation de leur lutte, au-delà même de nos frontières, presse le gouvernement à prendre ses responsabilités qu'il a tardé à assumer dans ce dossier.

Les salarié-e-s, leurs représentant-e-s et leurs organisations syndicales CFDT et CGT interpellent à nouveau la Préfecture du Puy de Dôme pour qu'elle intervienne auprès de ses services et des ministères concernés dans le but d'obtenir une prolongation des droits conclus dans les contrats de sécurisation professionnelle.

Ce dossier, si son issue est favorable, constituerait un souffle nouveau pour l'emploi et l'activité industrielle de notre bassin déjà bien sinistré ces dernières années. Les plans de licenciements successifs à la SEITA, Flowserve, ACC, la sucrerie de Bourdon, DIETAL... Les incertitudes chez Michelin et MSD... Les conséquences à venir de la crise sanitaire sont autant de facteurs qui aggravent les chiffres du chômage dans le Puy de Dôme.

L'opportunité de relancer un projet industriel sérieux et ambitieux, porteur de métiers d'avenir garantissant une souveraineté au territoire français dans des domaines touchant l'intérêt général tout en respectant les exigences de transition écologique nécessaire à la préservation de notre environnement doivent être une priorité pour la Préfecture du Puy de Dôme. Elle doit également veiller à renforcer la surveillance autour du site pour vérifier et contrôler que le groupe Luxfer ne cherche pas une nouvelle fois à saboter le matériel et les machines, ce qui bloquerait les négociations en cours et empêcherait ainsi toute possibilité de reprise de l'activité.

Les discours du Président de la République doivent se traduire en actes concrets. Le dossier Luxfer ne doit pas dériver vers un capitalisme financier totalitariste, à l'image de système capitaliste californien qui prône l'hégémonie de société toute puissante sans concurrence et aboutit à l'émergence de ce que nous appelons désormais les GAFA.

Contacts presse :

Axel PERONCZYK — 06.37.78.91.79

Ghislain DUGOURD — 06.69.55.42.06